



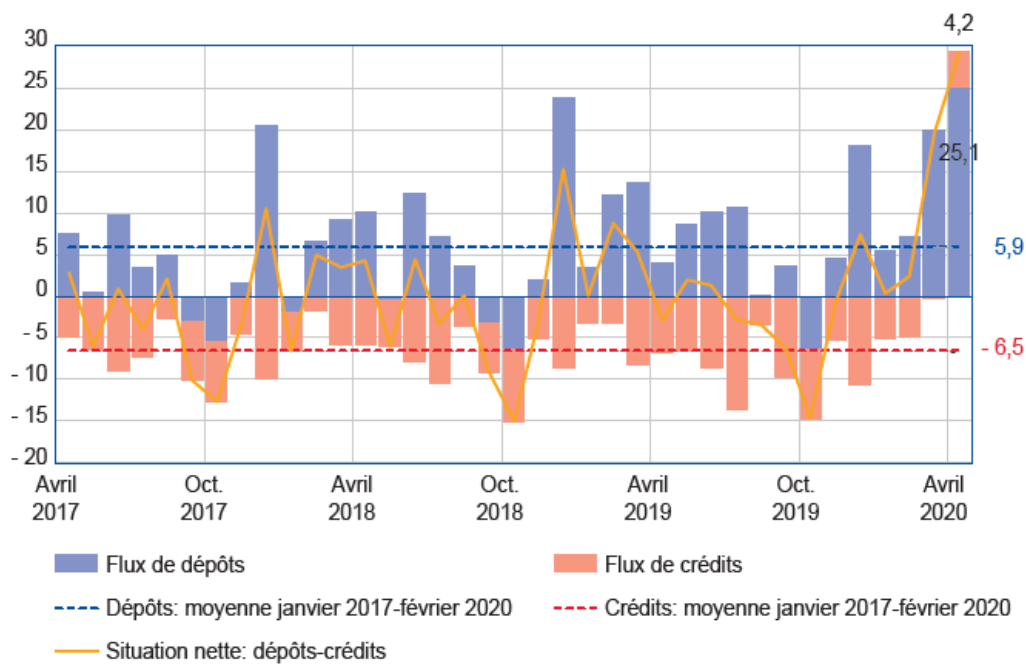
Les flux nets de crédit des ménages deviennent négatifs en avril (-4,2 milliards d'euros), après une quasi-stabilité en mars à -0,3 milliard d'euros. Cette contraction signifie que les montants remboursés par les clients bénéficiaires de crédits dans le passé l'emportent sur les nouveaux prêts. Toutefois, l'activité d'octroi de nouveaux prêts s'est poursuivie à un rythme ralenti. L'encours des crédits à la consommation continue de diminuer (-2,4 milliards d'euros, après -1,4 milliard en mars), conséquence d'une consommation de biens durables (électroménager, automobiles) en berne. De même, les flux nets de crédit à l'habitat se sont réduits (-1,8 milliard), les transactions immobilières ayant été très fortement ralenties. Cette tendance se poursuit sur les 15 premiers jours de mai. Le flux des crédits bancaires est inférieur à sa tendance pour 6,9 milliards en mars et 10,8 milliards en avril soit 17,7 milliards en cumul sur deux mois, et autant de liquidités en moins sur le compte des ménages. On observe par ailleurs un recours inhabituel à la renégociation des crédits à la consommation : 14 % des crédits produits en mars 2020 (dernier point disponible) n'étaient pas liés à une production nouvelle, mais à des renégociations d'encours existant 2, contre moins de 10 % habituellement observés en mars – une situation qui devrait se prolonger en avril. Cela traduit la mise en place de moratoires de crédits, libérant ainsi des marges temporaires de trésorerie pour les consommateurs.

Au total, hors placements non bancaires, le surplus d'épargne financière nette des ménages (numéraire + dépôts

- crédits) était de 22,5 milliards en mars et continuerait d'augmenter en avril pour atteindre 31 milliards, soit 53,5 milliards en cumul.

## Ménages y compris entrepreneurs individuels : dépôts et crédits

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)



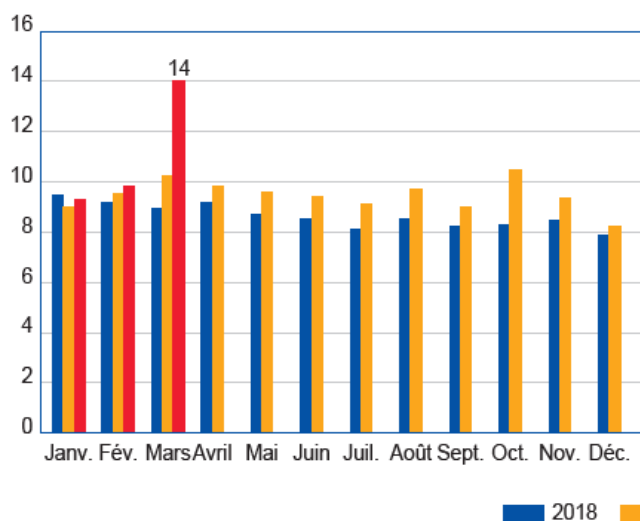
Source : Banque de France.

(/bdf-custom-image-modal/309201)

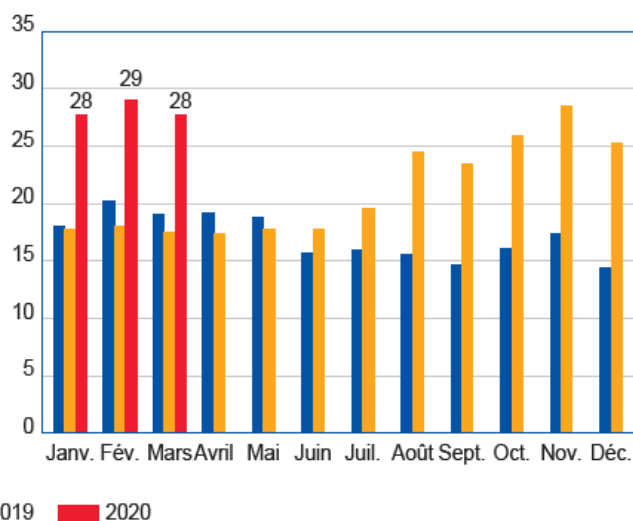
## Ménages y compris entrepreneurs individuels : renégociations de crédits

(en % de la production brute de chaque catégorie)

Crédits à la consommation



Crédits à l'habitat



Note : mars, dernier point disponibles  
Source : Banque de France.

(/bdf-custom-image-modal/309202)

## 2 - Les dépôts et l'endettement des sociétés non-financières

Les crédits bancaires aux entreprises progressent à nouveau fortement : +25,3 milliards d'euros en avril (à comparer à 4,5 milliards observé en moyenne entre janvier 2017 et février 2020) dont 19,1 milliards d'euros pour les crédits dits « de trésorerie » (après 27,3 milliards en mars). La progression sur la première quinzaine de mai est très forte puisqu'on enregistre déjà un flux de 32,7 milliards.

Plusieurs facteurs contribuent à cette hausse continue des flux nets de crédits bancaires :

- la mise en œuvre des Prêts Garantis par l'Etat - PGE -, dont l'encours accordé atteint 53,4 milliards fin avril ;
- les remboursements de prêts ont été très faibles – à des niveaux rarement observés -, en raison des différés convenus entre les banques et leurs clientèles.

Les émissions nettes de dettes sous forme de titres de créance, après avoir été négatives de 2,4 milliards en mars, ont fortement repris en avril (33,3 milliards), à la fois pour les titres à moins d'un an et ceux à plus d'un an. Ceci reflète la stabilisation observée des marchés de dettes en zone euro, à la suite notamment des actions de l'Eurosystème sur les marchés des billets de trésorerie et des obligations.

Ainsi, l'endettement total des sociétés non-financières a progressé de 58,6 milliards d'euros en avril après une hausse de 32,7 milliards en mars.

Télécharger la version PDF (/sites/default/files/medias/documents/cp-bdf-impact\_crise\_covid-20200528.pdf)

TÉLÉCHARGER ↕

(/SITES/DEFAULT/FILES/MEDIAS/DOCUMENTS/CP-BDF-IMPACT\_CRISE\_COVID-20200528.PDF)

## Sociétés non-financières : trésorerie et endettement

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)

	Encours				Flux			Moyenne Janvier 2017 – Février 2020
	Décembre 2019	Mars 2020	Avril 2020	15 mai 2020	Mars	Avril	15 mai (flux sur 15 jours)	
<b>Trésorerie</b>								
<b>Dépôts bancaires</b>	<b>632,2</b>	<b>674,0</b>	<b>714,6</b>		<b>41,1</b>	<b>40,6</b>		<b>3,4</b>
- Dépôts à vue	474,0	511,7	556,1	589,7	40,4	44,5	33,5	3,5
- Dépôts rémunérés	158,2	162,3	158,5		0,8	- 3,8		- 0,1
<b>OPC monétaires</b>	<b>55,4</b>	<b>50,1</b>			<b>- 13,4</b>			
<b>Endettement</b>								
<b>Crédits bancaires dont PGE</b>	<b>1 061,1</b>	<b>1 101,9</b>	<b>1 127,3</b>	<b>1 159,9</b>	<b>35,4</b>	<b>25,3</b>	<b>32,7</b>	<b>4,5</b>
- trésorerie			<b>53,4*</b>			<b>53,4*</b>		
- investissement	241,1	264,0	283,1	316,1	27,3	19,1	33,0	0,6
- autre	760,4	775,4	780,0	843,8	7,6	4,6	- 0,4	3,6
- autre	59,5	62,5	64,2		0,5	1,6		0,2
<b>Titres de créance</b>	<b>620,6</b>	<b>639,7</b>	<b>674,5</b>		<b>- 2,4</b>	<b>33,3</b>		<b>2,9</b>
- à moins d'un an	40,9	51,2	60,0		- 1,9	8,8		0,5
- à plus d'un an	579,6	588,6	614,4		- 0,5	24,5	4,2	2,4

(\*) il s'agit ici de PGE accordés et non nécessairement décaissés, ainsi les montants enregistrés peuvent se répartir à la fois sur avril et sur mai, voire au-delà.  
Source : Banque de France.

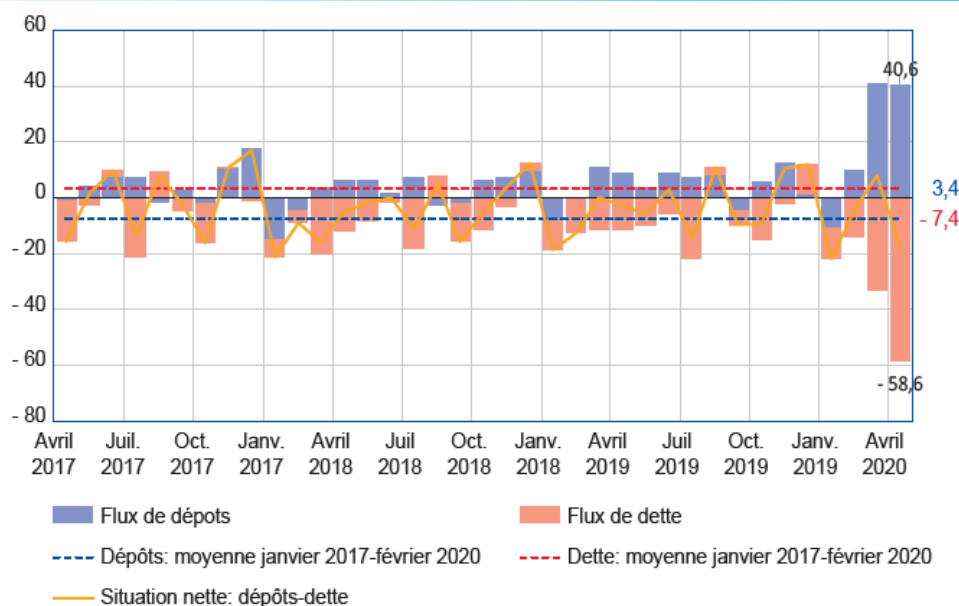
(/bdf-custom-image-modal/309203)

Parallèlement, les dépôts des entreprises françaises auprès du système bancaire ont augmenté de 40,6 milliards en avril après 41,1 milliards en mars, à comparer à un flux moyen de 3,4 milliards de janvier 2017 à février 2020. Comme en mars, l'essentiel de cette hausse vient des dépôts à vue (+ 44,5 milliards en avril, après 40,4 en mars et une moyenne de 3,5 milliards entre 2017 et 2019). Au cours des quinze premiers jours de mai, les sommes déposées par les entreprises en dépôts à vue atteignent déjà 33,5 milliards.

Au total, sur les deux mois mars-avril, les dépôts ont augmenté de 81,6 milliards et la dette de 91,6 milliards. Cette envolée conjointe des dépôts et de l'endettement des sociétés non financières peut s'expliquer par le mécanisme selon lequel « la dette fait des dépôts ». Les entreprises ont anticipé une chute prolongée de leurs ventes pendant et après confinement. Dans le même temps, elles font face à des besoins de trésorerie pour couvrir le paiement de leurs charges fixes et régler les échéances liées à leurs transactions commerciales passées ou en cours (paiement de leurs fournisseurs, paiement des salariés pour la part non prise en charge par l'État dans le cadre du dispositif de financement du chômage partiel, etc.). Ainsi, pour sécuriser leur trésorerie, elles ont largement emprunté, et la hausse de leurs dépôts représente dans une large mesure le décalage temporel entre la réception des fonds empruntés et leurs décaissements à venir.

## Sociétés non-financières : trésorerie et endettement

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

[Télécharger la version PDF \(/sites/default/files/medias/documents/cp-bdf-impact\\_crise\\_covid-20200528.pdf\)](/sites/default/files/medias/documents/cp-bdf-impact_crise_covid-20200528.pdf)

(/bdf-custom-image-modal/309204)

TÉLÉCHARGER ↕

(/SITES/DEFAULT/FILES/MEDIAS/DOCUMENTS/CP-BDF-IMPACT\_CRISE\_COVID-20200528.PDF)

Télécharger la version PDF du document

---



COMMUNIQUÉS BANQUE DE FRANCE

## L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises

Publié le 29/05/2020 | 5 page(s) | FR | PDF (467.18 Ko)

TÉLÉCHARGER (FR) ↓

(/SITES/DEFAULT/FILES/MEDIAS/DOCUMENTS/CP-BDF-IMPACT\_CRISE\_COVID-20200528.PDF)

---

📄 Télécharger la version PDF (/sites/default/files/medias/documents/cp-bdf-impact\_crise\_covid-20200528.pdf)

TÉLÉCHARGER ↓

(/SITES/DEFAULT/FILES/MEDIAS/DOCUMENTS/CP-BDF-IMPACT\_CRISE\_COVID-20200528.PDF)